



Rapport annuel 2020

Création de l'association (janvier-avril)

- Rédaction des statuts
- Constitution du comité et de la présidence
- Recrutement de membres individuels (22) et collectifs (12)
- Recrutement de membres d'honneur (2)
- Constitution d'un comité scientifique interdisciplinaire (5)
- Organisation d'une assemblée générale fondatrice (4 mars)
- Recherche et définition d'un nom définitif de l'association
- Validation par AG extraordinaire (30 avril)

Développement de l'association (mai-décembre)

- Développement d'une identité visuelle
- Rédaction de textes pour deux sites Internet
- Mise en ligne de deux sites Internet (REG, ScopalE)
- Développement d'une matrice de responsabilités
- Préparation d'un dossier de presse
- Constitution d'une base de données des membres et gestion des cotisations
- Mise en place d'outils administratifs : compte PostFinance, enveloppes, papier en-tête
- Mise en place de la comptabilité
- Création d'une documentation électronique
- Développement de budgets
- Tenue de séances mensuelles du comité
- Création d'un profil de poste de coordinateur opérationnel
- Engagement d'un-e coordinateur/trice opérationnel-le

Développement d'un projet pilote

- Rédaction d'une charte de projet (20 pages)
- Conception d'un document de planification de projet
- Mise sur pied et séances régulières avec 3 groupes de travail thématiques (Cours, consultations, formation)
- Développement des concepts de base pour deux prestations pilotes : cours collectifs et consultations interdisciplinaires
- Développement d'un projet de formation continue avec l'UniGE
- Constitution de dossiers de recherche de fonds

Développement de la collaboration institutionnalisée avec l'Etat

- Négociation et signature d'un contrat de collaboration avec l'OEJ
- Participation à différents groupes de travail et au comité de pilotage mis sur pied par le DIP (OEJ) dans le cadre de l'axe 1 de la réforme de la protection de l'enfance décidée par le Conseil d'Etat en janvier 2020 (axe 1 = soutien à la parentalité en cas de séparation)
- Participation à un groupe de travail avec le Pouvoir judiciaire (détails : Camille)

Plaidoyer et sensibilisation, travail en réseau

- Présentation du REG et de ScopalE à la commission ADR (Alternative Dispute Resolution) de l'Ordre des avocats (14 sept)
- Préparation d'une conférence-débat avec la Société Genevoise d'Utilité Publique (SGUP) – événement reporté à 2021 à cause du Covid
- Contacts réguliers avec des initiatives analogues dans d'autres cantons de suisse romande, de suisse alémanique, et au niveau international (Canada, Australie, ...)